

## L'OIAC

### ● **La Convention sur l'interdiction et l'élimination des armes chimiques (CIAC):**

Signée par 130 Etats à Paris les 13 et 14 janvier 1993 et entrée en vigueur après ratification le 29 avril 1997, la Convention est le fruit de longues négociations entre les pays détenteurs d'armes chimiques, les autres nations et l'industrie chimique mondiale.

La Convention se fixe des objectifs qui dépassent largement ceux du Protocole de Genève de 1925, qui se contentait d'interdire l'usage des armes chimiques. Il s'agit pour la CIAC d'interdire la mise au point, l'acquisition, le stockage, la fabrication, le transfert et l'emploi des armes chimiques. Les Etats parties acceptent de fait les inspections, même intrusives, et se soumettent au régime déclaratoire imposé par la Convention. De plus, les Etats s'engagent à détruire leurs stocks d'armes chimiques et leurs unités de production dans un délai de 10 ans (avant 2007).

L'article VIII de la CIAC prévoit la création de l'OIAC (Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques ou OPCW/ Organisation for the Prohibition of chemical weapons).

### ● **Etats membres :**

Au 9 octobre 2003, 154 Etats sont signataires de la Convention d'Interdiction des Armes chimiques, mais parmi ceux-ci, 22 n'ont pas ratifié la Convention (dont Israël et plusieurs pays d'Afrique tels que l'Ouganda ou le Rwanda). Une quinzaine d'Etats ont refusé de signer la Convention, dont la Corée du Nord, de même que plusieurs pays arabes (Egypte, Syrie, Liban, Libye, Irak) qui lient leur adhésion à la CIAC à l'adhésion d'Israël au TNP. Les Etats signataires sont automatiquement membres de l'OIAC.

### ● **Mission de l'OIAC :**

Créée à l'entrée en vigueur de la CIAC le 29 avril 1997, l'OIAC, dont le siège se trouve à La Haye, est l'Organisation internationale chargée du contrôle de la mise en œuvre de la Convention. Cette organisation est indépendante de l'ONU, mais peut dans certains cas collaborer avec elle. L'objectif qu'elle affiche est l'élimination totale, à terme, des armes chimiques. Elle participe ainsi à l'effort international de désarmement et de lutte contre les armes de destruction massive. L'OIAC se veut avant tout multilatérale et égalitaire, les dispositions de la CIAC s'appliquant rigoureusement de la même manière à tous les Etats parties.

L'OIAC se fixe 4 champs d'action : destruction ; non-prolifération ; coopération internationale ; assistance et protection.

### ● **Structure de l'OIAC :**

L'OIAC dispose de 3 instances principales.

→ La Conférence des Etats parties est l'organe principal de l'OIAC, chargé de veiller à l'application des principes de la Convention. Elle est composée de tous les Etats parties et se réunit une fois par an, ou plus souvent en cas de crise.

→ Le Conseil exécutif est composé de 41 membres élus pour 2 ans par la Conférence. Toutes les zones géographiques doivent être représentées, et certains pays importants de par leur puissance militaire ou leur industrie chimique y ont une place de fait. Il se réunit 4 fois par an et prend les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'OIAC.

→ Le Secrétariat technique est chargé de mettre en œuvre les décisions des deux premières instances et de mener les inspections. Il assure également les fonctions relatives à la réception puis à la vérification des déclarations qui lui sont transmises par les Etats membres. Il dispose d'un personnel d'environ 500 personnes, dont 200 inspecteurs.

### ● **Modalités de contrôle :**

Les opérations de contrôle et d'inspection de l'OIAC sont doubles : elles concernent les Etats eux-mêmes en matière de destruction des armes chimiques, et l'industrie chimique en matière de non-prolifération. Dans les deux cas, le contrôle se fait sur la base de déclarations préalables, vérifiées par des inspections sur le terrain.

Le contrôle en matière d'armes chimiques se révèle complexe, du fait de la dualité des technologies et des produits : les mêmes technologies peuvent être utilisées à des fins civiles ou militaires. Dès lors, il est aisé de camoufler des programmes d'armement et des contrôles sévères et réguliers sont nécessaires. En raison de ce caractère particulier, les industries chimiques des Etats membres doivent obligatoirement se soumettre à des déclarations sur les matières en leur possession (une déclaration initiale, puis des déclarations régulières), suivant trois tableaux classant les éléments chimiques selon leur dangerosité.

L'OIAC contrôle également la destruction des stocks existants et des armes anciennes. Cette destruction doit répondre à des normes strictes, notamment en matière environnementale.

En outre, le principe de suspicion assure une plus grande transparence des Etats membres. En effet, chaque Etat peut demander une inspection par mise en demeure d'une installation suspecte dans un autre Etat.

L'OIAC peut aussi, en cas de contravention aux principes de la Convention, décider de mesures coercitives et saisir le Conseil de Sécurité de l'ONU.

### ● **Bilan du désarmement chimique et nouveaux défis :**

D'après l'OIAC, 10% des stocks déclarées d'armes chimiques auraient déjà été détruits, soit environ 7000 tonnes sur les 70 000 tonnes répertoriées. La date de 2007 reste le délai imposé aux Etats parties pour détruire leurs stocks, mais le délai devrait être étendu à 2012 pour certains pays comme la Russie, qui éprouvent des difficultés à mettre en place des programmes de destruction de grande ampleur pour des raisons économiques. De plus, de nouveaux Etats continuent à adhérer à la CIAC (Afghanistan, Kirghizistan), et les Etats signataires développent des autorités nationales de contrôle de leur industrie chimique (128 en octobre 2003).

Ainsi, et pour la première fois dans l'histoire du désarmement, c'est bien l'élimination totale d'un type d'armes de destruction massive qui semble en voie d'aboutir. Aujourd'hui, l'arme chimique est moralement mise au ban des nations et politiquement discréditée.

Néanmoins, certains Etats, notamment 6 pays arabes et la Corée du Nord refusent toujours d'adhérer à la CIAC, et Israël ne l'a toujours pas ratifiée. De plus, de nouveaux défis se dessinent en matière d'armement chimique, surtout avec l'affirmation dans les relations internationales de groupes non-étatiques puissants, notamment terroristes. Ainsi, les attentats au gaz sarin de la secte Aum au Japon en 1994 et 1995, ou l'arrestation de militants islamistes disposant de tenues NBC en 2003 semblent prouver la réalité de ces nouveaux périls.

### **Bibliographie**

→ Claude MEYER, *L'Arme chimique*, Ellipses/FRS, Paris, 2001.

→ Jocelyn CLERCKX, *La Vérification de l'élimination de l'arme chimique*, LGDJ, Paris, 2001.

→ Académie de Droit International de La Haye, *The Convention on the prohibition and elimination of chemical weapons : a breakthrough in multilateral disarmament*, Dordrecht, 1995

→ Site de l'OIAC : [www.opcw.org](http://www.opcw.org)

→ Site de l'autorité nationale française pour le désarmement chimique, le SACI : [www.ifrn.fr/saci](http://www.ifrn.fr/saci)